

754005
BULLETIN MENSUEL

DE LA

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES

PHILOSOPHIQUES ET SOCIALES

11^e Année

1^{er} Juin 1895

(Chaque rédacteur est responsable des opinions qu'il émet)

LA SOCIÉTÉ D'ÉTUDES tiendra sa prochaine séance, le mercredi 12 Juin, à 8 heures 3/4 du soir, à la mairie du VI^e, place Saint-Sulpice (Salle du Comité). Nous comptons sur l'empressement de ses membres. — ORDRE DU JOUR : 1^o Lecture des procès-verbaux. — 2^o Correspondances et communications. — 3^o Rousseau : La philosophie du droit (Discussion).

A. ESCHENAUER.

LA QUESTION ROUMAINE EN TRANSYLVANIE
ET EN HONGRIE (1).

Mesdames, Messieurs,

L'objet de notre entretien de ce soir est indiqué par la magistrale conférence de notre cher Président et Maître, M. Eschenauer, sur le *Principe des nationalités* ; il est indiqué aussi par l'excellent article publié dans notre *Bulletin* (N^o4) sur la *Mission actuelle et pratique des Sociétés de la Paix*, de M. Jacques Dumas.

Il y a un mois depuis la conférence mentionnée. En vertu de la discussion libre qui caractérise nos séances d'Etudes philoso-

1. Résumé de la conférence publique du 8 mai 1895.

phiques et sociales, je me suis permis alors d'user de notre liberté si large pour exprimer : d'abord mon sincère remerciement pour ce que je venais d'apprendre de l'exposé si clair et si français du *Principe des Nationalités* — ensuite pour vous prier de bien vouloir prendre en considération que les souffrances des peuples ne commencent pas au Rhin et ne s'arrêtent pas non plus à ce fleuve tant de fois historique ; que des peuples asservis s'étendent loin au-delà ; qu'on peut, si on veut bien, trouver des « Alsaciens » et des « Lorrains » depuis de l'Irlande toujours martyre, jusqu'en Hongrie, en Transylvanie et encore plus loin, dans l'Orient européen même. Mes faibles paroles, que vous m'avez fait l'honneur de les trouver justes et en conformité avec un état des choses aussi réel que triste ; l'écho qu'elles ont eu spontanément dans vos nobles cœurs mont encouragé de me présenter ce soir devant vous, pour développer, avec l'appui des exemples et des documents anciens et modernes, une des phases du *Principe des Nationalités* ayant trait aux Roumains de Transylvanie et autres provinces roumaines de Hongrie.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Mesdames et Messieurs,

Notre vénéré Maître, qui nous préside, a dit l'autre jour : « La question des nationalités est souvent agitée de nos jours, et souvent aussi, il faut bien le dire, mal comprise, parce que les *passions les plus illégitimes* s'en mêlent. Elle présente un intérêt multiple qui déborde la science pure. Elle n'est pas seulement un objet d'étude ethnologique ; elle a une haute importance historique, elle joue un rôle considérable dans l'évolution de la civilisation et dans les destinées des peuples. »

Ces paroles si significatives et si sages je les prends pour guide, afin de ne pas éveiller ni en vous, ni dans l'esprit du lecteur des passions surtout *illégitimes* ; je préférerais que ces passions soient plutôt *légitimes*. Je n'exposerai donc que des faits véridiques qui se rattachent à l'histoire longue et pénible d'un peuple créé comme vous, par la Rome des Césars, mais ayant eu dans la série de vingt siècles des destinées différentes. Tandis que le peuple français est encore ce que César a fait de la Gaule, c'est-à-dire le plus fort boulevard contre la Germanie ; nous, quoique issus d'une même vaste conception d'Etat des mêmes Maîtres souverains ; nous, incarnation d'une même idée, nous ne sommes qu'une

sentinelle du monde romain perdue dans l'Orient européen. Mais, si aujourd'hui l'Occident européen ne se désintéresse pas de ce qui se passe même dans l'Orient asiatique (preuve l'affaire de la paix entre le Japon et la Chine), pourquoi désespèrerais-je de l'intérêt que vous voudriez bien porter aux choses de l'Orient européen et plus spécialement à notre cause qui ne vous est pas inconnue !

Mesdames et Messieurs,

Aujourd'hui est le premier anniversaire d'une date historique dans nos luttes d'émancipation. C'est le 7 mai 1894 qu'a commencé un grand procès politique contre toute une nation pour le « crime » d'avoir porté plainte dans les termes les plus respectueux au chef de l'Etat dualiste, contre les vexations auxquelles sont exposés de la part des Magyars les Roumains de Transylvanie, Banat et autres pays de la Hongrie. Ces vexations durent encore, mais l'écho retentissant et sympathique, qu'a trouvé notre cause dans toute la presse française pendant le fameux procès de Cluj, persistera chez nous tous, même au-delà du terme de nos souffrances, comme un souvenir doux et consolant. Particulièrement pour nous, Roumains de Paris, l'hospitalité de cette salle de la mairie de Saint-Sulpice, dans un jour comme celui d'aujourd'hui, doit nous animer dans l'accomplissement de notre mission, ici, vis-à-vis de nos malheureux frères d'au-delà des Carpathes et remplir nos cœurs de reconnaissance envers vous, Mesdames et Messieurs. Qui de nous, mes frères roumains, ne se souvient pas, comme si çà s'était passé hier, de la vibrante protestation lancée l'avant-jour du Procès, dans le monde civilisé par la « Ligue pour l'Unité de l'instruction roumaine » de Bucarest ? Qui de nous ne se souvient pas encore du mémorable « Appel à la Justice » rédigé dans un grand meeting national le 3 juin 1894, et qui a trouvé dans cette terre française, ouverte à toutes les grandes idées, compatissante avec les malheurs immérités, le plus prompt et le plus noble accueil ? Je crois que personne ! Cependant à cause de l'anniversaire d'aujourd'hui, je crois utile que nous nous remémorions par quelques paroles ces actes de la Ligue pour que, sous la puissance de leur éloquence, évoquant en nous des humiliations anciennes, nous pensions à l'avenir. Quand au commencement de mai 1894, l'Europe eut pris officiellement

connaissance de nos doléances, voilà ce que disait M. V. A. Urechia, Président de la Ligue, sénateur, professeur à l'Université de Bucarest et dont la lettre charmante vient d'être lue à l'instant par notre Président.

« En présence du procès sans pareil, intenté par la politique de magyarisation à tout le Comité du parti national roumain et, partant, à la nation roumaine de Hongrie et de Transylvanie toute entière, nous, citoyens du royaume de Roumanie, réunis aujourd'hui 6 mai, en un meeting à Bucarest, conscients des liens de sang qui nous unissent à nos frères d'outre-monts ; profondément indignés des persécutions inspirées par des sentiments de haine aveugle auxquels sont exposés nos frères, les sujets les plus consciencieux de la couronne des Habsbourgs, de la part de la politique de magyarisation et révolutionnaire, inquiets des innombrables dangers provoqués par le chauvinisme magyar dans tous le Sud-Est de l'Europe ; au nom de nos liens de sang, qui sont au-dessus de n'importe qu'elle frontière politique ; au nom de la race roumaine toute entière, et pour la paix des peuples de l'Orient, — nous protestons, solennellement contre l'attentat commis par les Magyars sur la nationalité roumaine de Hongrie et de Transylvanie et nous dénonçons aux puissances intéressées, au maintien de la paix générale, les Magyars comme les plus dangereux perturbateurs de l'ordre et de la paix en Orient. »

Nous voyons donc qu'il s'agit d'un procès « sans pareil » que M. Flourens, ancien ministre des affaires étrangères, l'a qualifié tout simplement de *monstrueux* ; nous voyons que ce procès historique et le plus célèbre de notre siècle a été intenté au *Comité du parti national roumain* qui représentait il ya un an la nation roumaine (j'ai dit Comité qui représentait, parce que aujourd'hui les membres de ce Comité sont emprisonnés et le second Comité du parti national des trois millions de Roumains d'Autriche-Hongrie est *dissous* par une simple ordonnance ministérielle du 15 janvier 1895) ; nous voyons encore comment les Roumains attirent l'attention de l'Europe : avec le plus sincère amour de la paix générale, sur les conséquences éventuelles des attentats commis sous des formes multiples par les Magyars contre la nationalité roumaine de l'autre côté des Carpathes ; nous voyons enfin, Messdames et Messieurs, que les Magyars sont à cause de leur grandomanie des plus dangereux perturbateurs de l'ordre et de la paix en Orient.

Mais passons maintenant à l'*Appel* du 3 juin 1894 signé de plus de 1/2 million des citoyens et permettez-moi que je vous

relève seulement quelques lignes de cet acte qui sera toujours d'actualité, tant que les Magyars continueront à l'intérieur avec leurs vexations et à l'extérieur avec la politique d'étouffement de leurs méfaits. A la suite du verdict abominable qui a envoyé en prison pour des années les membres du Comité national composé des prêtres, avocats, professeurs, propriétaires et publicistes (parmi eux des hommes blanchis aux combats pour les droits méconnus du peuple roumain), le grand meeting, qui cette année se réunira toujours à Bucarest le 3 juin prochain, a protesté en ces termes :

« Cette sentence de terreur, ce cynique défi à la Justice, a produit et devait produire une impression révoltante dans tout le monde civilisé et impartial. »

« Les 20.000 Roumains qui, de tous les coins les plus reculés de la Transylvanie, sont accourus à Cluj pour manifester leur parfaite solidarité avec leurs chefs mis en jugement, ont convaincu les Magyars eux-mêmes qu'il existe des liens bien solides entre le peuple roumain tout entier et leurs chefs, les condamnés de Cluj. »

« Cette cruelle sentence a rempli tous les cœurs roumains d'un légitime courroux contre le magyarisme. »

« Toute la Transylvanie est aujourd'hui un volcan prêt à faire éruption d'un moment à l'autre. »

« Le fait que tous les Slaves de la Hongrie sont solidaires avec les Roumains dans la lutte à outrance contre la tyrannie magyare, est une preuve de plus que toute la Hongrie, cette Bastille des nationalités, est aujourd'hui minée par les courants vengeurs des peuples torturés. »

« Ces peuples, empêchés par la violence de s'affirmer par les voies constitutionnelles, complètement paralysés dans leur défense par les voies légales, n'attendent plus que le moment opportun et un seul signal pour se faire eux-mêmes cette justice, que depuis si longtemps ils sollicitent avec tant d'insistance que depuis si longtemps ils attendent vainement. »

« C'est un fait indiscutable que la Hongrie est aujourd'hui, grâce aux abus de pouvoir et aux provocations criminelles du magyarisme fanatique, un véritable centre de désordre, de destruction et de danger général. »

« Voilà le résultat, l'inévitable résultat du système de magyari-sation ! »

« Nous, Roumains de la Roumanie, peuple aimant la paix, nous ne pouvons — quelques efforts que nous fassions, — nous ne pouvons ignorer ce dangereux état de choses. »

* * *

Analysons maintenant un peu de plus près quelle a été la cause qui a forcé et forcera encore la Ligue roumaine de s'affirmer (d'ailleurs sans aucune velléité d'irrédentisme et purement dans

l'intérêt de la paix générale) devant le monde avec des actes que vous les connaissez déjà *in extenso*, ou avec d'autres similaires à l'avenir; et quels sont les desseins des Magyars quand ils poursuivent aveuglément, avec cruauté et méthode, (tout en se posant en libéraux), d'affaiblir et finalement d'anéantir trois millions de leurs concitoyens roumains ! On conçoit facilement que pour les Roumains de Roumanie ce n'est pas la même chose si dans la Transylvanie, *voisine*, les populations se querellent ou qu'elles vivent tranquillement l'une près de l'autre, comme par exemple en Suisse ; mais la question change essentiellement quand les 2/3 roumains de la population de cette grande province, berceau de la nationalité roumaine *entière*, s'agitent, étant tracassés et mis hors la loi dans leur propre patrie qu'ils habitent depuis mille ans avant l'invasion des Magyars. Dans ce cas, il n'y a plus une inquiétude, plus ou moins grande, pour un motif étranger à la race, non, parce que alors un foyer s'ouvrant d'agitation fébrile et gagnant des millions de cœurs *frères*, il deviendrait à la fin dangereux s'il arrive de s'emparer des masses populaires. Voilà pourquoi les Roumains de la Roumanie libre, non-seulement qu'ils font bien de penser à leurs frères (dont l'existence est une question d'existence pour eux aussi) mais c'est un devoir sacré qu'ils accomplissent dans l'intérêt de la paix intérieure de leur pays, dans l'intérêt de la paix générale, et de l'humanité même. Le rôle des Roumains est donc nettement tracé ; il est, il sera : patriotique, européen et humanitaire. Mais que veulent les Magyars, que poursuivent-ils avec leur idée d'un Etat « *magyar* », au milieu des peuples slaves et Roumains, deux fois plus nombreux qu'eux et arrivés à *la complète conscience de leur individualité nationale* !

Plus on pense à la folle entreprise des Magyars, mieux on s'aperçoit de la fausse route dans laquelle ils se sont engagés. Les circonstances actuelles ne sont plus propices à la fondation d'un Etat d'après le modèle antique. Aujourd'hui un Etat doit posséder l'âme et non le corps des peuples. En admettant l'impossible, que les Magyars parviendraient d'imposer leur langue aux nationalités, celles-ci (l'a dit un magyar raisonnable, chose rare) maudiraient les Magyars en *langue magyare*, comme les martyrs irlandais maudissent leurs oppresseurs en anglais. Mais les Roumains, heureusement ne sont pas encore dans la situation des pauvres Irlandais, et les Magyars sont loin d'être des

Anglais. Qu'ils n'oublient pas ça, s'ils désirent ne pas voir échouer leur *état unitaire* « *magyar* » soit dans le ridicule, soit dans le sang.

L'opinion publique s'est éloignée d'eux. Permettez que je vous cite les lignes suivantes du bulletin politique du *Temps* (13 octobre 1894) qui vous prouvent et viennent à l'appui de ce que j'ai l'honneur de vous dire.

« Au fond de cette question des sujets hongrois de race roumaine, il y a la lutte qui recommencera éternellement entre l'idée moderne de l'Etat et la réalité naturelle, fondamentale, universelle, indestructible de la race. C'est ce qui donne à ce duel son intérêt humain, sa gravité politique. Et, pour le comprendre, c'est aussi de ce point de vue universel et historique qu'il faut le considérer. »

« Que les académies regardent à la loupe les débris préhistoriques que recèle le sol de Transylvanie et, disséquant la langue roumaine, reconnaissent que les Daco-Roumains furent les premiers occupants du sol ou qu'elles proclament le contraire et déclarent que ce furent les ancêtres asiatiques des modernes Magyars, peu importe. La question n'est pas une *question d'académie*, ce n'est pas une chose morte, c'est une réalité, vivante, sentante et souffrante. »

« C'est l'honneur de notre esprit français, de tout esprit moderne et sincèrement libéral de ne pas résoudre les antagonismes du présent avec les faits obscurs du passé et de ne pas répondre à un besoin ou à une douleur d'âme par un texte de parchemin. « Tu me donnes une pierre quand je demande du pain, » pourrait-on répondre avec l'Écriture à ces argumentateurs qui remuent la poussière des bibliothèques pour résoudre un différend d'aujourd'hui. »

« C'est d'un autre point de vue qu'il faut considérer le problème de la vie politique intellectuelle et sociale de millions d'hommes, qui arrivent à la conscience de leur personnalité collective. La théorie unitaire de l'Etat ne peut s'appliquer qu'entre des frontières qui renferment une *race unique*. Là où cohabitent deux, trois, quatre races, comme en Hongrie même, elle ne peut prévaloir sans danger pour la communauté. *L'Etat n'est pas*, en soi, un organisme, c'est un mécanisme. *L'organisme* irréductible, immortel jusqu'au *dernier individu*, c'est la race. Cela ne peut tuer ceci. »

C'est donc clair que les Magyars n'ont pas le droit de tyranniser tant de peuples slaves et roumains au nom d'un Etat, qui n'existera jamais. Leurs tentatives sont autrement criminelles dans notre siècle, qui a reconnu le principe des nationalités pour tous les peuples d'Europe. M. le Prince Grigori Stourdza, membre fondateur de notre Société, a démontré dans son mémorable ouvrage, *Les lois fondamentales de l'Univers*, ces grandes vérités

que les Magyars feraient bien de comprendre et d'appliquer tant qu'il en est encore temps.

« Toute nation a, comme tout homme, le droit de vivre. Attenter à la vie d'une nation est un crime bien plus grave encore que d'attenter à la vie d'un homme, puisqu'on foule aux pieds les droits les plus essentiels d'un grand nombre d'êtres humains et qu'on outrage et on blesse les sentiments qui leur sont les plus chers. *De là l'iniquité des Gouvernements qui veulent détruire des nationalités et la résistance légitime de celles-ci.* »

« Le réveil des nationalités est la plus grande force de notre siècle. Tout Gouvernement qui a contre lui cette force, a à lutter contre un adversaire qui est une Hydre à dix-sept têtes. Il a beau les couper, elles repoussent animées d'une haine et d'un esprit de vengeance qui croissent dans la mesure de l'oppression exercée sur la nation subjuguée. »

« Du nord au sud de l'Europe orientale, de la mer Baltique à la mer Adriatique et la mer Égée, il y a plus de cinquante millions d'âmes qui aspirent toutes à la vie nationale. C'est là une grande force latente, et il faudrait être aveugle pour ne pas la prendre en considération. »

« Les Roumains, les Polonais, les Thèques, les Hongrois, les Croates, les Dalmates, les Serbes, Bulgares, les Monténégrins, les Herzégoviniens, les Bosniaques, les Albanais, les Macédoniens, et les Grecs, toutes ces nations veulent vivre chacune *dans son pays avec son autonomie*. Il n'y a pas de force au monde capable d'anéantir ces nationalités, en leur imposant des gouverneurs étrangers et en *prohibant leur langue nationale*. »

« La Hongrie, de son côté, oubliant les principes en vertu desquels elle a reconquis son existence nationale, cherche à dénationaliser les Roumains de la Transylvanie et à restreindre l'autonomie des Croates. Ce n'est pas de cette manière que les Magyars peuvent se préparer des soutiens lorsque arrivera l'heure des épreuves. »

Mesdames et Messieurs,

De tout ce que nous connaissons jusqu'ici des agissements violents, qui deviennent quelquefois ténébreux, des Magyars contre les nationalités livrées à leur hégémonie, une seule chose se dégage pour nous, c'est qu'ils considèrent les Roumains de chez eux comme le plus grand obstacle pour réaliser leur rêve agité. D'ici leur fureur, d'ici leur acharnement pour briser la résistance d'airain des Roumains ; d'ici toutes les sortes de mesures politiques, administratives et judiciaires contre les écoles, contre les Eglises, contre les associations culturelles et de

défense nationale des Roumains de Transylvanie, de Banat et d'autres provinces. Si par hasard vous tombez sur un Magyar avec qui vous puissiez parler sans que la conversation dégénère en scandale, le Magyar vous dira avec la sénérité d'un parfait inconscient que les Magyars doivent se fortifier contre le péril qui les menace du côté de la Russie, (tout juste comme César en Gaule contre les Germains), que pour cela l'*Etat* doit être *magyar*, c'est-à-dire *unitaire* et donc pas du tout composé des différentes nationalités comme il l'est actuellement. Si vous vous permettez alors de lui faire comprendre qu'*aujourd'hui* pour l'*unité* d'un Etat (soit-il même « *magyar* ») sont indispensables d'abord l'accord des sentiments, ensuite l'identité des aspirations, que l'homogénéité ethnique est le résultat d'une assimilation lente, déterminée par une longue série de siècles et surtout par une supériorité culturelle *incontestable*, voir l'exemple de la France qui est une *Patrie* et pas un *Etat*, comme la Hongrie polyglotte — je dis, que si vous avez réussi de développer tranquillement cette idée, considérez-vous heureux et laissez-le aller son chemin, sans vous imaginer que vous l'avez convaincu, car il soutiendra toujours que devant la mission de l'Etat, magyar (bien entendu) tout doit céder : droit, justice et morale. Il ne comprendra *jamais* ce que disait Aristote déjà, que l'« Etat n'est pas autre chose qu'une association d'*êtres égaux* recherchant en commun une existence heureuse et facile. »

Maintenant pénétrons plus avant dans les dessous de la politique qui prévaut actuellement en Hongrie, la politique de magyarisation à outrance. J'ai souvent médité sur cette question et je suis arrivé à la conclusion, plutôt à la conviction suivante : soit qu'ils simulent, soit qu'ils aient une peur réelle des Russes, ils se sont proposé comme but d'Etat, pour mieux résister à une *future* et éventuelle disparition dans l'Océan Slavique, l'absorption par tous les moyens de tous les éléments ethniques se trouvant dans la Transleithanie, sans avoir aucun souci d'une terrible indigestion politique qui certainement les atteindra plus vite que le débordement de l'Océan Slavique. Quoi qu'il en soit, peur réelle ou simulée des Russes, les Magyars poursuivent les lignes de la conquête dacique dans l'Orient européen à l'instar de l'empereur Trajan qui a brisé et à anéanti l'indépendance politique des Daces, pour créer un nouveau boulevard ethnique contre les invasions du Nord. Les Magyars s'imaginent et se proposent *très*

sérieusement de faire disparaître toutes les nationalités existantes dans les contrées de l'ancien Daciet rajanne, pour former, *eux*, un rempart *pur magyar* contre le monde Slavique du côté du Nord. Ne riez pas, parce qu'en effet souvent ils se réfèrent à l'exemple de la France *unifiée*. Mais pour réussir me faire mieux comprendre, permettez-moi, Mesdames et Messieurs, quelques considérations historiques sur la conquête de la Gaule et de la Dacie.

« En arrivant dans la Gaule, César comprit que le principal péril de Rome venait du côté de la Germanie. Il prévint, par un de ces coups d'œil qui n'appartiennent qu'au génie, que laissée à elle-même, la Gaule non-seulement deviendrait la proie des Germains, mais livrerait passage à ces hordes innombrables qui, se succédant les unes aux autres, se poussant les unes les autres comme les flots de l'Océan, finiraient par envahir la Provence (la Gaule narbonnaise), puis l'empire romain lui-même. C'est pour prévenir ce danger qu'il fit, de la Gaule occupée et défendue par les légions romaines, le boulevard de Rome contre les Germains (Voir César *Comm.* I. xxxiii et C. Ginoulhiac, professeur de droit à la faculté de Toulouse: *Histoire générale du droit français public et privé*). »

On sait le motif de l'immixtion de Jules César dans les affaires intérieures de l'ancienne Gaule, c'est-à-dire la lutte entre les Eduens (les peuples de la Bourgogne) et les Séquanais (ceux de la Franche-Comté) ; on connaît que chacune de ces deux factions appela ses alliés du dehors : les Séquanais appelèrent les Germains, les Eduens, les Romains. Mais si c'est par le premier motif que César entra dans la Gaule, c'est par le second (de refouler les Germains) qu'il s'y établit d'une manière définitive et qu'il fit une province romaine, un boulevard gallo-romain, tel qu'il existe encore aujourd'hui contre l'élément germain.

Pour anéantir les peuples gaulois, les Césars firent mouvoir tous les rouages de leur terrible et formidable système d'Etat, en procédant en Gaule comme nulle part ailleurs (excepté en Dacie) par des divisions administratives les plus artificielles, par des organisations politiques les plus savamment combinées et appliquées. Après avoir brisé ainsi les liens qui unissaient entre eux les divers peuples de la Gaule en même temps que leur indépendance, ils s'attaquèrent, pour consommer l'anéantissement de la Gaule ethnique antique, à la religion, aux Druides.

Fustel de Coulanges dit sur la conquête romaine dans son incomparable ouvrage : « La Cité Antique » : « Un des traits

remarquables de la politique de Rome, c'est qu'elle attirait à elle tous les cultes des cités voisines. Elle s'attachait autant à conquérir les dieux que les villes. Elle s'empara d'une Junon de Veii, d'un Jupiter de Préneste, d'une Minerve de Felisques, d'une Junon de Lanuvium, d'une Vénus de Samnites, etc., etc. Car c'était l'usage à Rome, dit un ancien, de faire entrer chez elle les religions des villes vaincues ». Comment s'est-il donc fait, que les Romains, si indulgents partout avec les peuples soumis et vaincus, au moins en ce que concernait les croyances religieuses, en Gaule ils exterminèrent complètement les ministres de la religion druidique ? Comment se fait-il qu'en Judée, par exemple, ils laissèrent se perpétuer la religion mosaïque, sous des gouverneurs romains, dont un est à jamais célèbre par le procès et l'exécution sur la croix de Jésus-Christ ? La réponse, Mesdames et Messieurs, est sur vos lèvres : l'attitude toute différente des Romains vis-à-vis de la Gaule s'explique par la nécessité absolue d'empêcher les invasions germaniques sur les frontières de l'empire romain. D'ici, l'attaque aussi suprême que sans pitié contre les Druides, contre leur autorité dans les assemblées annuelles, et contre leur pouvoir à la fois civil et religieux, qui étaient absolument incompatibles avec l'assimilation complète de la Gaule. Les Druides une fois disparus, les liens sociaux et religieux qui unissaient entre eux les Gaulois étaient rompus ; *plus d'assemblées nationales donc*, plus de vellétés d'indépendance.

Le même drame historique, remplissant le monde romain de son éclat, a eu lieu sous Trajan en Dacie, mais en moins de temps qu'en Gaule. Lorsque Julien, l'empereur-philosophe, nous montre dans l'Olympe, les Césars luttant pour la préséance, quel souvenir évoque Trajan devant l'auguste aréopage ? Celui de sa lutte contre les Daces : « Seul, j'ai attaqué les nations situées au-delà du Danube. J'ai détruit les Gètes, la plus belliqueuse des nations, non-seulement par la force du corps, mais par le courage que leur inspire leur vénéré Zalmoxis. Cependant je n'ai mis que cinq ans à cette expédition. » En effet, cinq ans suffirent pour la transformation radicale et pour l'organisation complète du pays conquis. Malgré leur courage admirable, malgré leur croyance à l'immortalité d'âme, qui détachaient les Daces de la vie en leur donnant « l'appétit de la mort » de même qu'aux Gaulois, ils furent vaincus et leur État anéanti.

Pline le Jeune, montre à quel point les péripéties de cette guerre lointaine avaient frappé l'imagination des contemporains : « Où trouverez-vous, écrit-il à son ami Caninius Rufus (celui-ci avait entrepris de mettre en vers la guerre contre les Daces), une matière aussi riche, aussi nouvelle, aussi poétique, où la vérité ait autant l'air de la fable ? Vous nous représenterez des fleuves au milieu des campagnes auparavant sèches et arides, des ponts bâtis sur des rivières où l'on n'en avait point encore vu, des armées campées sur la cime des montagnes inaccessibles, un roi qu'aucun revers n'avait pu abattre, forcé d'abandonner sa capitale et la vie. Vous nous peindrez deux triomphes, dont l'un est le premier qu'on ait remporté sur une nation jusque-là invincible, dont l'autre sera le dernier » Epist. viii, 4).

Ainsi, du vivant même de Pline, la conquête de la Dacie était considérée comme définitive. Et, en réalité, cette conquête a été rendue définitive par les mêmes moyens que les Romains ont employés en Gaule : organisation politique la plus savamment combinée et appliquée, classifications des villes en colonies et en municipes, création de deux sortes de colonies, les unes étant en possession du *jus italicum* qui assimilait civilement le sol de la colonie à celui de l'Italie et conférait l'exemption du tribut (*vectigal*); les autres colonies peuplées indistinctement de Romains et d'indigènes sans ou avec peu de droits; enfin, un système de défense militaire formidable ayant comme base les Carpathes et s'étendant jusqu'à Kiew, en Russie, sous forme de routes stratégiques, « murs de Trajan », etc. Les conséquences de cette manière de colonisation fut la disparition des Daces, comme état, et son mélange avec les Romains. Ce mélange a contribué à la formation d'un nouveau peuple, qui est le peuple roumain.

La mission que Rome nous a donnée dans cette contrée de L'Orient européen n'a pu être accomplie à cause de l'assaut des Barbares sur l'empire romain et plus spécialement à cause des invasions continuelles des Goths, des Huns, des Avars et d'une foule d'autres tribus intermédiaires, en Dacie. Quand finalement les Magyars arrivèrent aussi, vers 896, les Roumains et les Slaves de la Pannonie étaient à peine sortis, avec des forces diminuées, de la longue période des invasions de tant de barbares. Voilà comment s'explique que ces nouveaux barbares réussirent à se maintenir jusque à ce que la politique papale les ait fait établir définitivement en Pannonie, en les gagnant à la religion catholique. Sans la protection de l'Eglise de Rome, il est certain que depuis longtemps ils n'existeraient plus en Europe. Malheureusement, le pape Sylvestre II conféra une couronne *sainte* au roi Magyar Etienne et le « roi apostolique » fut la providence de sa tribu ogro-altaïque. Cependant il faut admettre que le premier roi hongrois couronné, en bon catholique qu'il était, ne persécutait que la religion orthodoxe à laquelle une partie des magyars s'est convertie. En ce qui concernait les races et leurs langues il les respectait sur toute l'étendue de son royaume, en disant : « *Unius lingue uniusque moris regnum imbecille ac fragile est* » C'est seulement plus tard, et surtout depuis le commencement du XIX^e siècle que les Magyars sont épidémiquement atteints de la dangereuse chimère du pau, magyarisme qu'ils se sont attribué comme mission d'opposer à une autre chimère, le panslavisme. Mais la période néfaste de la magyarisation hypocrite, au commencement, violente, aujourd'hui, date depuis 1867 quand leur trahison en faveur des Prussiens, pendant la guerre de 1866, fut récompensée (sous la pression des baïonnettes de ceux-ci) par le dualisme austro-hongrois. Cet événement leur accordait une influence imméritée sur les affaires publiques d'Autriche et les Magyars en ont usé et surtout abusé tellement qu'actuellement, après 28 ans d'hégémonie politique prépondérante tout le monde est d'accord sur leur incapacité de gouverner les peuples roumains et slaves de Transylvanie et de Hongrie. Un publiciste français M. P. Courrière, dit dans son ouvrage : « *Histoire de la littérature con-*

temporaire chez les Slaves » ceci : « Le royaume de Hongrie compte une population de 4,531,000 Magyars, 3,000,000 Roumains, 1 1/2 millions Allemands et 7,000,000 Slaves. Il en résulte que 4 1/2 millions Magyars font la loi à plus de 10,000,000 de citoyens d'autre race. Un écrivain allemand, ennemi de la cause Slave, et qui, partant, ne peut pas être taxé de partialité (von Arcolay : « OEstreich und Ungarn) dit à ce sujet : *Les Magyars laissés à eux-mêmes ne pourraient pas exister plus d'un mois* ; et il ajoute : Par le mot liberté ils entendent la liberté du noble (car tous les Magyars sont nobles), il suffit d'être Magyar pour être *au-dessus des lois*. Isolés au milieu des peuples Slaves et Roumains, qui les entourent ils ne se maintiennent que par la violence ».

En effet, c'est le mot. Les Magyars ne se maintiennent que par *la violence* et en falsifiant leur propre constitution de 1867, grâce à laquelle ils ont passé devant l'Europe, hélas, plus longtemps qu'il ne fallait pour une nation chevaleresque ! Mais aujourd'hui le masque de ces faux-libéraux est arraché. Aujourd'hui on sait, Mesdames et Messieurs, tout ce qu'ont à souffrir les trois millions des Roumains de Transylvanie et de Hongrie de la part d'une nation indigne de la Liberté ; aujourd'hui on sait que tant de millions de Roumains n'ont pas un seul député, que le cens électoral pour les Roumains de Transylvanie est de neuf fois plus élevé que pour les citoyens de la Hongrie, tandis que 80.896 électeurs Magyars de Transylvanie sont exempts pour la durée de leur vie du cens électoral, sous prétexte qu'ils sont nobles (en voilà une féodalité encore à la fin du XIX^e siècle et au milieu de l'Europe) ; que la liberté de presse, de réunion, de l'enseignement dans les écoles n'existent plus ou qu'ils sont absolument illusoire. Et on ose pourtant parler encore d'une égalité civique et politique entre les Magyars et les Roumains ! vraiment c'est pousser la plaisanterie trop loin ! Oui, il y a une égalité civique et politique en Suisse où 69 0/0 Allemands, 24 0/0 Français et 7 0/0 Italiens vivent en paix, sans qu'une nation cherche d'imposer sa langue, en vertu d'une supériorité numérique ou littéraire. à l'autre. Mais qu'on ne nous parle pas d'une liberté civique ou politique en Hongrie et en Transylvanie, où les Magyars, entre autres, imposent brutalement leur idiome asiatique aux enfants de race latine et slave depuis l'âge de 3 ans. Il faut vraiment avoir une audace que je ne veux pas caractériser ici, pour se permettre de violenter la conscience nationale d'un peuple au nom d'une langue tellement cacophonique, tellement pauvre et étrange,



qu'ils se sont vu forcés de publier le Bulletin de l'*Académie magyare* de B. Pest en *allemand* afin qu'il soit compris au moins d'une partie du monde civilisé. Et pourquoi exigent-ils les Magyars *quand même* que les Roumains de Transylvanie s'isolent de leurs frères et de toute la race latine en devenant des Magyars? Parce que la dite Académie (magyare et allemande) a constaté le décroissement de la race pure magyare. « Nous périssons, la statistique le prouve; nous marchons d'un pas rapide au tombeau. » Vous comprenez qu'en ce cas les Magyars ne pourraient jamais réaliser « leur mission » celle d'étendre leur influence morale » jusqu'à Kiew, en Russie (le mot a été dit); « il faut » donc que tout le monde devienne Magyar, même les pierres, disent leurs poètes. Seulement devant l'attribution d'une « mission » aussi fantaisiste, les Roumains préfèrent rester ce qu'ils sont; au lieu de se jeter dans les bras des Magyars, à cause d'un péril imaginaire. Devenir Magyar, outre que ce serait la mort *certaine* de la nationalité roumaine, *ce serait une honte* pour nous autres Roumains. Et, s'il est un peuple à qui revient *de droit* la mission de sentinelle du monde latin dans l'Orient européen, ce peuple est le peuple roumain tout entier qui compte plus de dix millions sur le territoire que Trajan lui a légué, à lui — et pas au Magyar. (*Vifs applaudissements*).

Mesdames et Messieurs,

Dans la prochaine conférence (celle du 10 juillet) nous nous proposons d'étudier la situation des peuples de l'Orient européen au point de vue du principe de la confédération, qui seul pourra donner une solution heureuse à la malheureuse question des nationalités.

G. OCASIAN,
Publiciste roumain.

PROCÈS VERBAL

Séance du 10 avril 1885.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

COMMUNICATIONS :

Deux lettres : l'une de Mme Ménil, obligée de fixer sa résidence en Algérie, et qui donne temporairement sa démission. L'autre de Mme Vidalguès, qui déclare quitter la société parce

qu'elle ne peut pas y entendre une conférence de Mme Renooz. M. Eschenauer lui a répondu qu'on ne peut donner la parole à Mme Renooz, puisqu'elle ne vient plus aux séances. — On reçoit du ministère un programme de toutes les séances du congrès des sociétés savantes, pour les 16, 17 et 18 avril. — M. Eschenauer est inscrit à l'ordre du jour du 18 avril, pour développer la question de la solidarité. — Reçus à l'instant, une brochure : (*la Question Roumaine et les déclarations de la Jeunesse Roumaine*), deux exemplaires donnés au Président et au Secrétaire. — M. Eschenauer remercie M. Ocasian et la jeunesse de Roumanie. — Plus quelques brochures sur les Roumains de Hongrie par M. Gaidoz — une autre : *Question Roumaine* par M. R. Fava. — Encore les Roumains de Transylvanie, par M. Cantilli — une nouvelle publication, *Revue, Echo de la semaine* avec des articles de Bergerat, André Theuriet, Alexandre Dumas, Arsène Houssaye (*Revue illustrée*). — Une brochure : le parti *solidariste évolutionnaire*, par Victor Henri (Suppression de la misère générale par le concours de tous, entente générale). La parole est à M. Eschenauer pour le développement de la question posée par lui (le principe des nationalités), son étude sera insérée au bulletin. Une nation et un ensemble d'âmes, dit M. Eschenauer, dont le territoire n'est pas toujours exactement limité : le triomphe des intérêts sans la justice, perpétue les représailles entre les peuples : voyez les conquêtes de Napoléon et ce qu'était la France avant lui et à sa chute. Voyez la Saint-Barthélémy ; la révocation de l'Edit de Nantes, toutes choses qui n'ont engendré que le malheur des populations et de la France. En somme, le caractère et le tempérament font les diverses nationalités, que la volonté de chaque peuple peut encore modifier. — Il faut de plus une grande patience de nation à nation (il préconise un livre : *L'Alsace-Lorraine devant l'Europe*, par M. Moch.) — M. Sage se joint aux applaudissements de l'assemblée et remercie M. Eschenauer de sa brillante conférence. — M. Ocasian parle en faveur des populations roumaines et d'autres de l'Orient, il croit qu'elles ont droit comme les Alsaciens-Lorrains à la compassion européenne ; la même indignation doit pénétrer les peuples à Bukarest comme à Strasbourg ; il se propose de faire une conférence à ce sujet. — M. Eschenauer doit penser de même que M. Ocasian ; il est du parti de tous ceux qui souffrent. — M. Sage, sans espérer à bref délai la fusion des peuples et la destruction des frontières : vu la différence profonde qui existe entre le caractère et le tempérament des hommes de chaque peuple, croit cependant que les sentiments de fraternité qui sont au sein de chaque nation finiront par triompher des intérêts et des passions des gouvernements, et résoudre la question de la paix par l'arbitrage. — M. Sage ne croit pas qu'il se présentera jamais un monarque puissant et philosophe : Napoléon à son avènement et après la bataille d'Austerlitz, après Iéna, après Friedland, aurait pu établir l'arbitrage et la liberté dans toute l'Europe, si sa mauvaise politique, et son orgueil n'avaient pas obscurci son génie. — M. Eschenauer entrevoit qu'avec du calme et de la justice, la paix et la raison triompheront ; il faut être unis, et s'efforcer d'être prospères à l'inté-

rieur et à l'extérieur pacifiquement. — Les grands génies de l'Allemagne, comme Goethe et Schiller, étaient sympathiques à la France. Il ne faut pas de chauvinisme : il fait remarquer cette contradiction, qui, après la chute de Bismarck, fait offrir par l'empereur d'Allemagne à ce patriote exclusif et pervers, un témoignage solennel de sa sympathie. — M. Laveille, se déclare contre l'exagération du patriotisme : on a vu ce ministre allemand appelé le libérateur de sa patrie, le conquérant de l'Alsace et de la Lorraine, tomber dans le discrédit devant le parlement. — D'une autre part, on ne peut penser que jamais Guillaume veuille nous rendre ces deux pays ; il n'a pas assez de génie pour le faire ; et il faut en outre tenir compte des éléments historiques regardant ces deux provinces, et voir quel était leur état avant leur annexion à la France. — M. Eschenauer dit que l'Alsace avait fait partie de la confédération germanique. Avant le traité de Westphalie, en 1648, l'Alsace était une principauté qui vivait sous les Habsbourg ! Strasbourg était une de ces villes qui étaient presque comme des Républiques, qui payaient une redevance à l'Autriche et un contingent de guerre. Sa liberté était respectée sous la couronne d'Autriche. Elle s'est donnée au Roi Soleil, avec lequel elle gagnait une protection plus efficace ; et la France a su la ménager de telle façon, qu'elle était soudée au territoire Français à l'époque de 89. — Mais maintenant, le régime Prussien qu'elle endure est bien différent de celui de la France, et lui fait regretter amèrement son état avant 1870. — M. Rousseau fait remarquer qu'on peut dire de la Lorraine ce qu'on peut dire de l'Alsace. La langue classique allemande vient de l'époque de Luther, elle entre en grande partie dans la langue alsacienne, et les Alsaciens nous savent gré que le Français ne leur soit pas imposé. — M. Eschenauer croit que les peuples seront plus facilement unis que les Empereurs : il a vu chez Bartholdi, le renommé statuaire ; le groupe qui est au salon : La Suisse venant au secours de Strasbourg. — Néanmoins, il a rencontré chez ce même sculpteur, un monsieur décoré qui croyait fermement que l'Empereur Guillaume se proposait de restituer l'Alsace-Lorraine à la France. — M. Sage déplore qu'à l'époque du consulat, Bonaparte n'ait pas continué, avec la puissance qu'il possédait, les « errements » de la Révolution Française, et sa propagande de liberté et de philosophie à l'égard des nations Européennes : il est vrai, dit-il, que l'Angleterre a été constamment pour lui une entrave redoutable. — M. Eschenauer fait appel aux membres assistants et à leurs amis pour l'accroissement des sociétaires. — Questions à l'ordre du jour :

M. Rousseau — la Philosophie du droit. — M. Ocasian — le Principe des nationalités dans l'Orient européen.

Le secrétaire :

J. A. SAGE.

Le Directeur de la rédaction : A. ESCHENAUER.

Le gérant : HENRI JOUVE.